Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
042-214200958-20250129-DCM_20250129_03-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/02/2025
Publication : 04/02/2025

COMMUNE DE FIRMINY
Délibération n°DCM_20250129_03
Référence Nomenclature n°7.1

Rapport sur les Orientations Budgétaire (ROB) de l'exercice 2025 – Annexe

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5217-10-4, le débat d'orientation budgétaire doit se dérouler dans les 10 semaines qui précèdent l'examen du budget.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2312-1, le Maire présente au Conseil Municipal, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Le rapport comporte aussi une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs du personnel. Ce rapport donne lieu à un débat et le Conseil Municipal prend acte de ce débat par une délibération spécifique.

Le rapport tel que présenté en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération, présente les principaux éléments de contexte macro-économique dans lequel s'inscrit le projet de budget 2025 ainsi que les principales dispositions de la loi spéciale de finances 2025 ayant un impact sur le budget de la Ville (I) puis une synthèse sur la situation financière de la Commune (II), la structure et l'évolution des dépenses de personnel (III) et enfin les orientations budgétaires 2025 (IV).

I – Éléments de contexte

(Reproduction partielle du document « Support à la préparation de votre DOB-novembre 2024 » publié par le groupe BPCE)

A – Le contexte macro-économique 2025

- *Une croissance mondiale sans véritable élan*

La croissance mondiale est attendue sans véritable élan en 2024 et en 2025, autour de 3% avec des dynamiques régionales très différentes.

Les États-Unis continuent de surperformer et de surprendre à la hausse avec une croissance attendue proche de 3%, tandis que la zone Euro peine à se redresser avec une croissance qui serait inférieure à 1 % en 2024, avec une économie allemande toujours à l'arrêt.

La Chine ralentit également avec une croissance qui serait inférieure à 5 %, ce qui a conduit le gouvernement chinois à annoncer une série de nouvelles mesures de soutien à l'économie.

La plupart des banques centrales des pays avancés (BCE, Fed, BoE, BNS, BoK, Riksbank, etc.) ont commencé à desserrer l'étau du crédit sur fond de nette décélération de l'inflation en 2024 et ce mouvement se poursuivrait :

- La Banque Centrale Européenne a abaissé ses taux directeurs de 75 pbs à 3,25 % pour le taux de dépôt et ce mouvement se poursuivrait avec une nouvelle baisse de 25 pbs attendue en décembre et un taux terminal prévu à 2,0 % en juin 2025.
- La Fed a entamé son cycle d'assouplissement en fanfare en abaissant son objectif de taux de 50 pbs en septembre et ce mouvement baissier se poursuivrait.
- La Banque d'Angleterre a également entamé son cycle de baisses de taux et celui-ci continuerait.

PROJET

- À rebours, la Banque du Japon a mis fin aux taux négatifs et pourrait procéder à une nouvelle hausse de taux d'ici la fin de l'année.

Le risque géopolitique se renforce par ailleurs dans de nombreux pays. L'intensification de la guerre en Ukraine et du conflit au Moyen-Orient avec un renforcement des tensions Iran-Israël en sont l'illustration.
Sur le plan politique, l'élection de Donald Trump fait peser le risque de la mise en place de tarifs douaniers et d'une politique plus imprévisible.
En Europe, la France a un gouvernement qui ne dispose que d'une fragile majorité et la coalition gouvernementale en Allemagne présente de sérieux signes de fragilités.

➢ *Zone Euro : un scénario de croissance*

Il est anticipé une **croissance** du PIB de 0,8 % en 2024 et de 1,3 % en 2025 en zone Euro. L'activité a progressé de +0,4 % T/T au T3 en zone Euro, après +0,2 % au T2, une hausse supérieure aux attentes du consensus des économistes.

La dynamique de la croissance est toutefois très hétérogène :

- L'Espagne continue de surperformer avec +0,8 % T/T de croissance
- En France, l'activité a accéléré à +0,4 % T/T, soutenue par un effet temporaire lié aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris.
- L'économie allemande a échappé à la récession technique, avec une croissance de +0,2 % T/T,
- L'Italie a calé, avec une croissance nulle au T3.

Pour le 4ème trimestre 2024, une croissance du PIB de +0,3 % est attendue en zone Euro, avec de nouveau une forte hétérogénéité entre pays.

L'inflation serait de 1,8 % en 2025 après 2,3 % et une inflation sous-jacente de 2,2 % après 2,9 %. Rebond en octobre en zone Euro, passant de 1,7 % en septembre à 2,0 %. l'inflation sous-jacente est restée stable à 2,7 %, montrant de nouveaux signes de persistance, en particulier dans les services (3,9 %, quasi inchangée depuis le début de l'année), tandis que les prix des biens hors énergie ont légèrement accéléré, passant de 0,4 % à 0,5 % en glissement annuel.
L'inflation continuera de diminuer en 2025, notamment au premier semestre en raison d'effets de base négatifs sur les prix de l'énergie, mais la baisse dans le secteur des services resterait lente.

L'élection de D. Trump fait peser un fort **risque** de mise en place de nouveaux droits de douanes sur les entreprises européennes. Selon estimations, une hausse des tarifs douaniers de 10 % conduirait à une baisse du PIB d'environ -0,5 % après un an et de -1 % après trois ans.

➢ *En France : un retour à la réalité*

Une **croissance** du PIB est anticipée à 1,1 % en 2024 et de 0,9 % en 2025 en France. L'activité a progressé de +0,4 % T/T au 3ème trimestre, en ligne avec nos attentes.

La croissance du PIB a bénéficié d'une impulsion temporaire liée aux JO de Paris, les ventes de billets et des droits de diffusion audiovisuelle étant comptabilisées au 3ème trimestre. Notre estimation d'un effet JO de l'ordre de +0,25 pp semble raisonnable, avec

PROJET

un contrecoup similaire à attendre au T4 (croissance attendue à -0,1 % T/T au 4ème trimestre).

Pour l'année 2025, la prévision de croissance pâtit d'une impulsion budgétaire négative avec un effort de 60 milliards € annoncé par le gouvernement. Nous estimons néanmoins que la réduction du déficit public sera probablement inférieure à celle annoncée et que celui-ci s'établira à 5,4 % en 2025 (vs 5,0 % attendu par le gouvernement), après 6,1 % en 2024.

En moyenne annuelle, **l'inflation** (IPCH) française serait à 2,3 % en 2024 et 1,7 % en 2025. L'inflation (IPCH) française est ressortie en légère hausse en octobre, à 1,5 % en glissement annuel, après 1,4 % en septembre.
L'inflation des services continue de baisser et l'inflation énergétique évolue désormais en territoire négatif en rythme annualisé.

L'inflation des produits alimentaires et manufacturés se stabilise en rythme annualisé. L'inflation française se redresserait quelque peu en novembre et décembre, mais resterait inférieure à 2 %.

L'objectif de réduction du déficit public du gouvernement en 2025 est très ambitieux, avec un risque élevé de ne pas atteindre cette cible, en particulier sans majorité à l'Assemblée nationale.

L'emploi privé présente des signes d'essoufflement. Après +0,3 % au T1-2024, l'emploi salarié s'est stabilisé au T2-2024, montrant des signes d'essoufflement, en particulier dans le secteur privé. Alors que l'emploi public continue de progresser (+16k au T2-2024, après +21k au T1-2024), la dynamique de l'emploi privé s'essouffle (-25k au T3-2024 après -28k au T2-2024), celui-ci se situant 0,3 % sous son pic de mars 2024.

Les perspectives d'emploi restent dégradées dans les enquêtes de conjoncture, celles-ci s'établissant sous leur moyenne de long terme. La croissance des salaires est stable à +2,9 % en glissement annuel au T2 2024 comme au T1-2024, avec des hausses plus marquées dans l'industrie (+3,4 %) que dans le tertiaire (+2,8 %) et la construction (+2,8 %). Comme au trimestre précédent, les salaires augmentent plus vite que les prix, permettant ainsi une amélioration du pouvoir d'achat des ménages.

Le taux de chômage a baissé de -0,2 point au T2-2024 à 7,3 % en France (hors Mayotte), mais reste au-dessus de la moyenne européenne (5,9 % en août 2024 après 5 mois à 6 %).
Le taux d'activité est resté stable à 74,5 %, son plus haut niveau historique. Néanmoins, l'embellie demeure fragile dans un contexte de ralentissement de l'activité : les craintes des ménages concernant l'évolution du chômage augmentent nettement dans les enquêtes de conjoncture, tout en restant un peu inférieures à leur moyenne de long terme.

En 2023, le **déficit public** s'est élevé à 5,5 % du PIB, après 4,7 % en 2022 et contre 4,4 % attendus dans le projet de loi de finances.
Le creusement du déficit en 2023 s'explique par trois facteurs :

- une faible croissance spontanée des prélèvements obligatoires après deux années exceptionnelles post-covid ;
- la poursuite de baisses d'impôts pour plus de 10 milliards € ;

PROJET

- et enfin, les dépenses publiques hors mesures exceptionnelles et hors charges d'intérêts qui ont continué d'augmenter à un rythme nettement supérieur à l'inflation.

En 2024, nouveau dérapage consécutif du déficit public qui devrait atteindre 6,1 % (contre 4,4 % dans le PLF et 5,5 % dans le Programme de stabilité), inhabituel en dehors des périodes de crise.
Le gouvernement vise un effort de redressement budgétaire de 60,6 milliards € (~2 points de PIB) en 2025 pour ramener le déficit public à 5 %.

Le « cocktail budgétaire » gouvernemental comprend un effort de 41,3 milliards € de réduction des dépenses et 19,3 milliards € de hausses d'impôts avec une croissance du PIB attendue à 1,1 %.

B – Les dispositions de la loi spéciale de finances 2025

➢ *Origine et périmètre*

Le 4 décembre 2024, l'Assemblée nationale a adopté une motion de censure en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, engageant la responsabilité du Gouvernement. Conformément à l'article 50 de la Constitution, le Premier ministre a présenté sa démission au Président de la République le 5 décembre.

Cette situation a suspendu l'examen et l'adoption du projet de loi de finances pour 2025 qui ne pourra être adopté de façon définitive avant la fin de l'année 2024. Dès lors, la Constitution (article 47, alinéa 4) et la LOLF (article 45) autorisent le Gouvernement à déposer un « projet de loi spéciale » avant le 19 décembre. Ce texte, présenté à l'Assemblée nationale, permettra la perception des ressources nécessaires pour assurer la continuité de la vie nationale en 2025.

➢ *Questions premières*

Sans jurisprudence sur le sujet, des questions restent en suspens comme l'indexation des barèmes de l'impôt, le recours à l'emprunt et sur la compétence d'un gouvernement démissionnaire à déposer la loi spéciale ce qui conduirait à un nouveau gouvernement avant le 19/12.

Le Conseil d'État constate d'emblée que la loi spéciale est nécessaire pour assurer la continuité de la vie nationale.
Ainsi, le gouvernement démissionnaire devant expédier les affaires courantes, la loi spéciale constitue une mesure d'ordre financier nécessaire pour assurer cette continuité.
Si aucun gouvernement de plein exercice n'est nommé, le gouvernement Barnier soutiendra la discussion.

Concernant les barèmes de l'impôts, le Conseil d'État statue sur le fait que la loi spéciale doit strictement s'en tenir à autoriser la perception des impôts existants car le but une fois de plus est d'assurer la continuité de la vie nationale.
Toute mesure d'indexation du barème de l'impôt sur le revenu constituerait une modification et excèderait la seule autorisation de continuer à percevoir. Il en est de même sur la prolongation des crédits d'impôts qui s'éteignent au 31/12/2024. Cela ne sera pas possible dans le cadre de la loi spéciale.

PROJET

Sur l'emprunt, le Conseil d'État s'inspire sur le fait que sans recours à l'emprunt dont la part est significative dans les ressources annuelles de l'État, le gouvernement serait dans l'incapacité d'ouvrir les crédits indispensables à la continuité de la vie nationale.
Il en est de même pour les organismes de sécurité sociale afin de ne pas porter atteintes aux principes constitutionnels de protection de la santé et d'accès à des moyens convenables d'existence.

Les collectivités bénéficieront dans les premiers mois 2025 des douzièmes de DGF sur la base du montant 2024.

- *Présentation par le gouvernement démissionnaire*

Présentée et adopté en Conseil des Ministres le 11 décembre par le gouvernement démissionnaire pour parer à l'urgence dans l'attente d'un nouveau budget 2025, la deuxième loi spéciale depuis 1979 est débattue et doit permettre d'éviter la paralysie budgétaire et faire la transition entre 2024 et 2025.

Adoptée également par l'Assemblée nationale le 16 décembre et par le Sénat le 18 décembre (rejet semblait peu probable afin de ne pas entrainer le pays dans une impasse budgétaire et bloquer les administrations), le Gouvernement par décret, ouvrira les crédits nécessaires pour les services votés, conformément à l'article 47 de la Constitution.
Ce décret vise à couvrir les besoins des missions et programmes budgétaires pour démarrer la gestion 2025, avec des ouvertures de crédits dans la limite de ce que prévoyait la loi de finances pour 2024.

Les discussions relatives au budget 2025 se poursuivront au 1er trimestre 2025.

La loi spéciale ne contient pas de choix politique. Elle contient de quoi lever l'impôts et ma dette.
Elle ne contient que 3 articles visant la continuité de la vie nationale et le fonctionnement des services publics. Le recours à l'emprunt sera autorisé pour l'État et les organismes de sécurité sociale dans la stricte limite de leurs besoins.

- *Contenu des articles*

L'article premier du projet de loi spéciale autorise l'État à percevoir les impôts existants. Cette mesure garantit le financement de l'État, des collectivités territoriales et des organismes publics. Elle permet également le prélèvement des recettes destinées aux collectivités territoriales (PSR-CT) et à l'Union européenne (PSR-UE).

Pour les élus locaux, c'est l'article du texte qui donne la possibilité de reconduire les prélèvements sur les recettes jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de finances 2025.
Concrètement, et sur la base de 2024, la DGF (27 milliards d'€) ainsi que la DSU seront bien versée par douzième.

Toutefois, la DSIL, la DETR et le Fond vert devront attendre le budget 2025 pour les nouvelles dépenses ou nouvelles attributions. Seules les subventions attribuées pourront être prévues et exécutées.
Ces dépenses dites discrétionnaires ne relèvent pas des autorisations de la loi spéciale.

PROJET

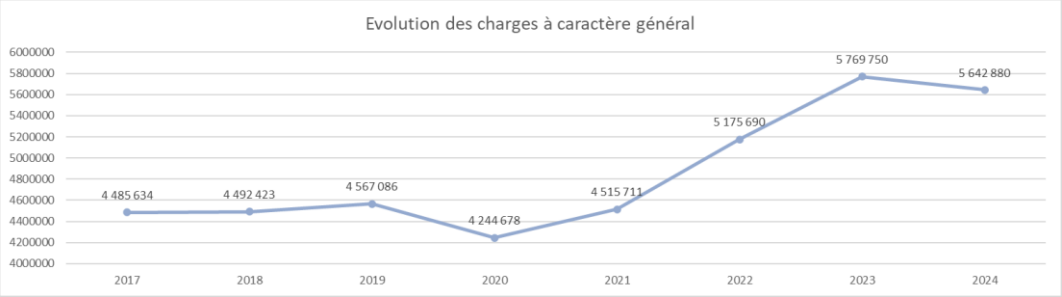
Le **deuxième** et **troisième** articles autorisent **l'État et des organismes de sécurité sociale à emprunter**. Ces dispositions permettent de sécuriser les opérations de financement nécessaires pour assurer la continuité de la vie nationale.

II – Situation financière de la Commune de Firminy

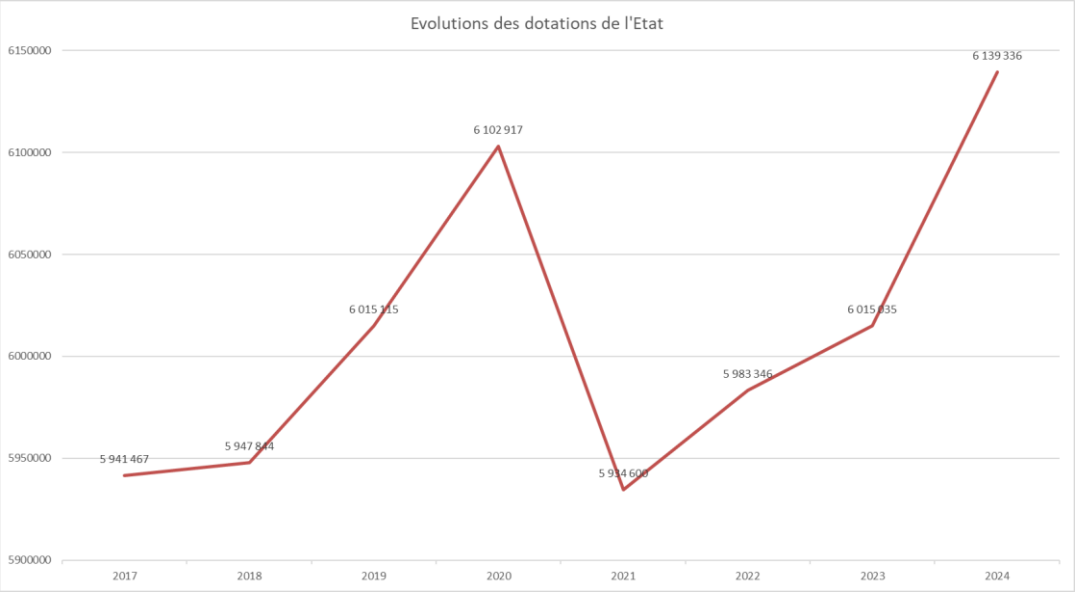
Afin d'éclairer le débat d'orientation budgétaire 2025, il convient de porter un regard sur l'évolution de certaines dépenses et recettes de fonctionnement notamment les charges à caractère général et les dotations et participations.

Comme chaque année, il est possible de faire apparaitre ci-dessous l'évolution des charges à caractère général.

L'anticipé 2024 fait apparaît une baisse de près de 127k€ soit environ 2,2% de ces dernières qui s'expliquent par maîtrise des dépenses et le ralentissement de l'inflation générale.



De plus le graphique ci-dessous permet de voir l'évolution des dotations de l'État que la Ville de Firminy perçoit.



Depuis 2018, il est possible de constater une légère augmentation des dotations de l'État. Toutefois, l'exercice 2021 fait apparaître une baisse des dotations liées à la réforme de la taxe d'habitation pour le bloc communal.
L'exercice 2024 comme 2023 fait apparaître une hausse d'environ 124k€ dont 96k€ sur la dotation globale de fonctionnement (rappel 2024 : 41k€ ; rappel 2023 : 17k€ sur la DGF).

A – Le contexte intercommunal et communal

- ***Saint Etienne Métropole***

  - *Les suites du passage en Métropole*

Les différents transferts de compétences vers Saint-Etienne Métropole ont engendré à plusieurs reprises une évaluation des charges transférées dans le cadre de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT). Ces derniers se sont stabilisés.

Par suite de la réforme de l'attribution de compensation en investissement au titre de la répartition du produit des amendes de police, la Ville de Firminy bénéficie depuis 2021 d'un taux de 9,14% de l'enveloppe globale attribuée à Saint-Etienne Métropole.

Pour rappel en 2020, de nouvelles compétences ont été transférées à la Métropole, elles concernaient le Conseil Départemental. Ce sont essentiellement des compétences sociales qui ont été transférées : fonds d'aides aux jeunes, fonds de solidarité logements, prévention spécialisée...

Depuis le 1er juin 2024, le transfert de la compétence Eau et Assainissement opéré en 2016 sera totale avec le transfert des agents de l'unité eau de la collectivité. Les conventions de gestion actuelles entre la Ville de Firminy et Saint-Etienne Métropole sont abrogées et remplacées par un transfert total. Ainsi, les charges et produits financières croisés entre la collectivité et l'EPCI sont supprimés du budget 2025 de la Commune.

  - *Autres dispositions*

La dotation de solidarité communautaire (D.S.C.) sera stable en 2024 comme en 2023 comme le prévoit le pacte financier métropolitain 2023-2026.

Le régime de répartition actuelle entre les Communes et la Métropole au sujet du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (F.P.I.C.) demeure identique en 2024.

- ***Les autres collectivités***

  - *Le Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ondaine (S.I.V.O.)*

Le champ de compétences du Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ondaine (SIVO) repose essentiellement sur l'action culturelle (saison culturelle intercommunale) et l'enseignement artistique (école de musique des communes du Chambon Feugerolles et de la Ricamarie).

Une étude portant sur l'évolution administrative du SIVO a été réalisée en 2023 afin d'assurer une mission d'assistance sur le devenir de la structure notamment sa dissolution.

PROJET

Par délibération en date du 21 juin 2024 du SIVO, le comité syndical du SIVO a approuvé la demande de retrait des Communes de Firminy, Roche La Molière, Unieux, Fraisses, Saint-Maurice en Gourgois, Saint-Paul-En-Cornillon et Çaloire.

Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant au maire pour se prononcer sur le retrait envisagé.
Par délibération DCM_20240917_06 du 17 septembre 2024, le Conseil Municipal de la Ville de Firminy a approuvé la convention de sortie du SIVO.

Ainsi, le SIVO est maintenu uniquement entre les Villes du Chambon Feugerolles et de La Ricamarie pour la gestion de l'École Intercommunale des Arts, qui offre un enseignement artistique varié et important pour l'éveil culturel des plus jeunes.

- *Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (S.D.I.S.)*

Le Conseil d'Administration du SDIS a décidé, devant les préoccupations face aux incertitudes qui pèsent sur les finances locales de limiter l'évolution globale des contributions communales à 2,20% par rapport à l'année 2024.

Par ailleurs, l'assemblée du SDIS a décidé de réviser le mode de répartition des contributions étalée sur 5 ans afin de réduire de manière substantielle les écarts de coûts de la sécurité par habitant entre les différentes collectivités.

Le Département de la Loire continuera également d'apporter son soutier par une contribution supplémentaire de +2,66%.

Par ces composantes, le montant prévisionnel 2025 pour la Ville s'élèverait à 815k€ soit une baisse de 14 147€ (1,70%).

- *Habitat et Métropole : parc locatif sur la Commune de Firminy (ancien O.P.H.)*

Fruit de la fusion des quatre Offices Publics avec les anciens OPH : Ondaine Habitat, Gier Pilat habitat, l'Office de Firminy et Métropole Habitat, le nouvel opérateur du logement social sur le territoire : Habitat et Métropole assure l'exploitation et la gestion de près de 19 000 logements depuis le 01 janvier 2021.

Pour la Ville de Firminy, un programme d'investissement pluriannuel portant sur la réhabilitation de plusieurs immeubles du patrimoine a été inscrit et voté par Habitat & Métropole.

Pour information, une assistance à maîtrise d'ouvrage a été mandatée par le bailleur dans le cadre du Plan Programme de Travaux (PPT) au titre de 2023

- *Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.)*

Depuis 2022, il a été proposé une hausse de la subvention versée de la Ville de Firminy au CCAS à hauteur de 745 000€ (+15k€) afin de lui permettre de poursuivre la mise en place de ses actions en faveur des personnes démunies et en difficultés et des personnes âgées et de soutenir les solidarités conformément aux engagements du plan de mandat.

PROJET

En 2022, une subvention exceptionnelle de 200k€ a été également attribué au C.C.A.S. afin d'aider au rétablissement de la trésorerie commune au C.C.A.S. et ses 4 budgets annexes (établissements et épicerie). En effet, avec la crise économie et COVID les établissements ont souffert sensiblement et ont constatés des déficits importants ne permettant d'avoir une trésorerie suffisante aux besoins de roulement financiers.
Pour 2023, la subvention du CCAS a été maintenue à 745k€ dans le contexte international et local et une nouvelle subvention d'aide au rétablissement de la trésorerie de 200k€ a été votée.

Pour 2024, ces mesures d'aide qui devaient se prolonger pour environ 350k€ afin de poursuivre l'effort financier important de la collectivité en faveur des actions de solidarité n'a pas été nécessaire.
Ainsi, seule la subvention habituelle de 745k€ a été versée.

B – Le budget principal (comptes anticipés 2024)

Les données 2024 présentées ne sont qu'un anticipé. Elles ont une valeur indicative mais permettent de dégager des tendances. Ce ne sera qu'au vote du compte financier unique qu'elles seront définitives.
Le vote du budget primitif 2024 de la Ville s'effectuera lors de la séance de début avril 2025 avec une reprise anticipée des résultats 2024.

- ***La section fonctionnement***

  - *Les recettes réelles de fonctionnement anticipé 2024*

Les recettes réelles de fonctionnement étaient de 25,92 millions d'euros en 2023 et la projection 2024 fait apparaître une baisse des recettes qui devraient s'établir à 25,29 millions d'euros soit environ 0,63M€ d'augmentation soit – 2,43%.

La situation s'explique essentiellement par la non-reconduction du filet de sécurité inflation de 929k€.
Or, cette mesure exceptionnelle, les recettes réelles de fonctionnement augmente d'environ 218k€ soit 0,8%.

Il est également constaté une perte de recettes liée aux transferts de compétences Eau/Assainissement à Saint-Etienne Métropole (non-refacturation du bordereau de prix pour équivalence des dépenses de personnel) d'environ 416k€ environ.

A comparaison égale, les recettes réelles de fonctionnement seraient donc bel et bien en hausse par rapport à l'exercice 2023.

  - *Les dépenses réelles de fonctionnement anticipé 2024*

Les dépenses réelles de fonctionnement se sont élevées à 23,46 millions d'euros en 2023 et l'exercice 2024 fait apparaître des dépenses à hauteur de 23,57 millions d'euros.
Les dépenses de fonctionnement pour 2024 sont en hausse par rapport à 2023 de presque 108k€ soit +0,46%.
Il est rappelé que cette augmentation était plus forte entre 2022 et 2021 en faisant apparaître une hausse de 2M€ soit 10% et également entre 2023 et 2022 1,1M€ soit 4,95%.

PROJET

La situation du fait du contexte de la crise économique mondiale (inflation et hausse des dépenses d'énergie) et l'effet année pleine du dégel du point d'indice début juillet de 3,5% et le nouveau dégel de 2024 s'est donc apaisée sensiblement du fait du ralentissement de l'inflation et l'impact du dégel du point d'indice 2023 de 1,5%.

- ***La section d'investissement***

  - *Les recettes réelles d'investissement anticipé 2024*

En 2023, les recettes réelles d'investissement se sont élevées à 2,02 millions d'euros (hors revolving) et sans aucune recette issue de l'emprunt.

Pour 2024, les recettes devraient s'élever à 5,16 millions d'euros hors revolving.
Il est important également de noter la souscription d'un emprunt inscrit au budget 2024 à hauteur de 2,2M€.
Sans cette recette, les recettes réelles d'investissement s'élèveraient à 2,96M€ soit une hausse de 941k€ (31%) essentiellement relevé sur les subventions d'investissement.

  - *Les dépenses réelles d'investissement anticipé 2024*

En 2023, les dépenses d'investissement (hors revolving) étaient de 4,97 millions d'euros.
Pour 2024, celles-ci devraient se rapprocher de 6,09 millions d'euros.
Les dépenses d'équipements atteignent en 2023 le montant de 5,34 M€ (rappel : 4,36 M€ en 2021 ; 3,65M€ en 2022 ; 4,23M€ en 2023).

  - *Le résultat d'exercice anticipé 2024*

Au vu de ce qui précède, le résultat global anticipé à fin 2024 RAR inclus serait de 4,86 M€. Malgré le contexte économique la dégradation reste une fois de plus limitée démontrant les efforts de gestion financiers consacrés par la collectivité.

Résultat réel de l'exercice 2024 anticipé en fonctionnement	0,199 M€
+ Résultat réel de l'exercice 2024 anticipé en investissement (hors RAR)	0,566 M€
= Résultat réel de l'exercice 2024 (I)	**0,764 M€**
Résultat antérieur reporté au 01/01/2024 en fonctionnement	5,224 M€
+ Résultat antérieur reporté au 01/01/2024 en investissement	-1,327 M€
= Résultat antérieur reporté au 01/01/2024 (II)	**3,898 M€**
= Résultat global anticipé à fin 2024 (hors RAR) (I+II)	4,662 M€
- Dépenses d'investissement 2024 RAR	-2,396 M€
+ Recettes d'investissement 2024 RAR	2,596 M€
= Résultat global anticipé à fin 2024 (RAR inclus)	**4,862 M€**

C – La structure et gestion de la dette

L'encours de la dette est de 10 271 173,01€ au 31 décembre 2024.
Au moment du vote du budget 2024, la Ville de Firminy avait inscrit un emprunt « d'équilibre » de 1,5M€ auquel s'ajoutait un reste à réaliser 2023 de 700k€ soit 2,2M€ souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et mobilisé en décembre 2024.

PROJET

Retraité de l'emprunt globalisé avec Saint Etienne Métropole (capital restant dû de la dette voirie non affectée : 785 716,01€) l'encours de la dette au 31 décembre 2024 retraité est donc de 9 485 457,00 € (rappel 2023 : 7 779 883,06).

Hors nouvel emprunt souscrit en 2024, Ville de Firminy s'est donc désendettée de 494 426,05€ soit 5,21% en 2024.

La capacité de désendettement de la Ville de Firminy est d'environ 5,66 ans (rappel 2022 : 5,41 ans ; rappel 2023 : 4,45 ans).

La dégradation entre les exercices 2021 et 2022 et l'amélioration en 2023 étaient liées au mode de calcul de la capacité (CRD/Épargne brute).
L'épargne brute 2022 (RRD-DRF) ayant baissé plus nettement que le désendettement, la capacité de désendettement augmente sans recours à l'emprunt ni dégradation du résultat global de fonctionnement. Malgré ce phénomène, une capacité de 5 ans restait une excellente capacité de désendettement pour une collectivité locale et 2023 vient faire apparaître également une capacité inférieure.

La dégradation 2024 est évidemment liée à la souscription de l'emprunt nouveau de 2,2M€.

III – La structure et l'évolution des dépenses de personnel

Les dépenses de personnel représentent plus de la moitié des dépenses de fonctionnement de la Ville de Firminy. Cela implique, au regard du contexte contraint, de maîtriser la masse salariale tout en veillant à offrir un service public de qualité aux Appelous et de bonnes conditions de travail aux agents municipaux.

A – L'exercice en cours

Sur l'exercice 2024, la masse salariale a été principalement impactée par :

- Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) (+ 82 000€),
- Le relèvement de 50% à 75% du forfait de transport en commun depuis 09/2023,
- La revalorisation de 5 points d'indice majorés dès le 01/01/2024 pour l'ensemble des agents (+ 271 000€),
- La revalorisation de l'IFSE mensuelle pour l'ensemble des agents à compter du 01/06/2024 (+ 83 000€),
- Le versement de la NBI QPV dès le 01/01/2024 (+ 37 000€),
- L'augmentation du SMIC au 01/01/2024 (+1.13%) et au 01/11/2024 (+2%),
- Le transfert de la régie Eau à S.E.M. dès le 01/06/2024 (- 249 000€),
- La fermeture de la piscine dès le 18/10/2024 (- 21 000€),
- La non-reconduction de la GIPA sur l'année 2024 (- 20 000€)

Toutes ces réformes ont notamment entrainé une évolution des dépenses de personnel (masse salariale sans les périphériques : sources RH) de l'ordre d'environ 345 000 € soit environ 2,46% (rappel 2023/2022 : 4.1 %).

La durée annuelle du temps de travail depuis le 1er janvier 2022 est de 1607h.

PROJET

La structure des effectifs au 31/12/2024 est la suivante :

Statut	Nombre agents au 31/12/2024	Nombre agents au 31/12/2023
Titulaires	251	262
Non titulaires	119	112
Autres (apprentis, contrats aidés)	7	8
TOTAL	**377**	**382**

Les dépenses de personnel se répartissent de la façon suivant au titre de l'année 2024 :

Type de rémunération	2024	2023
Traitement indiciaire mensualisé (+demi-traitement)	7 392 670,36 €	7 215 254,80 €
Régime indemnitaire (IFSE/IAT+CIA)	1 024 309,93 €	922 832,72€
Nouvelle bonification indiciaire	81 374,47 €	61 686,50 €
Avantages	16 427,25 €	16 049,95 €
Astreintes	96 914,91 €	109 190,93 €
–Heures supplémentaires	171 538,76 €	135 042,07 €
Heures complémentaires	68 580,79 €	86 994,15 €

Au 31/12/2024, la Ville recense :

- **35 sorties de personnels :** 13 retraites à la demande de l'agent, 0 retraite d'office disciplinaire, 1 retraites d'office pour invalidité, 3 démissions, 5 mutations, 7 transferts de personnels vers une autre collectivité, 0 détachement sortant, 2 fins de contrats aidés, 3 fins d'apprentissage (avec 1 démission), 1 décès, 0 agent en fin de droits d'indemnisation chômage. Les fins de CDD ne sont pas comptabilisées.

- **13 entrées :** 4 mutations entrantes, 0 CDI, 1 détachement entrant, 3 contrats aidés, 4 apprentissages. Les CDD ne sont pas comptabilisés car entrés sur différents types de contrats (remplacements, temporaires, emplois vacants)
    - Stagiairisation de 2 agents déjà présents au cours de l'année 2024 (non comptabilisés dans les entrées puisque déjà dans les effectifs),
    - Stagiairisation directe de 1 nouvel agent sur l'année 2024,

- **11 postes ont été créées au tableau des effectifs** de la collectivité (modifications du temps de travail, créations de postes, nouveaux avancements de grade, nouvelles promotions, mutations entrantes, détachements entrants, mises en stage).

- **0 poste a été supprimé** (départs retraite, mutations et validation de détachements sortants non remplacés, modifications du temps de travail, avancements de grade, démissions, promotions).

PROJET

B – Évolution prévue pour 2025

Pour le budget 2025, la Ville de Firminy souhaite contenir les dépenses de personnel.

Plusieurs mesures vont impacter la masse salariale en 2025 :

- Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) (+85 000€),
- L'augmentation du SMIC de 2% depuis le 01/11/2024,
- La revalorisation du taux de contribution employeur à la CNRACL de 3 points (+ 165 000€),
- La revalorisation du taux de contribution URSSAF employeur pour les agents CNRACL de 1 point (+58 500€),
- La revalorisation de l'IFSE mensuelle pour l'ensemble des agents depuis le 01/06/2024 (5 mois de + par rapport à 2024, soit + 60 000€ sur 2025),
- L'octroie potentiel de la NBI QPV aux agents exerçant à titre principal des fonctions spécifiques en périphérie des 2 quartiers prioritaires,
- Le versement de la participation employeur au risque Prévoyance à compter du 01/01/2025 pour l'ensemble des agents adhérents au contrat de groupe facultatif TERRITORIA (estimation pour 240 adhérents : + 43 200),
- La mise en place du nouveau régime indemnitaire des agents de la filière de la police municipale à compter du 01/01/2025 (+ 8 000€),
- Le versement potentiel du BONUS ATTRACTIVITE pour les agents travaillant en EAJE (estimation sur 29 agents au service petite enfance à hauteur de 100€ net par mois par agent : + 16 500€),
- Provisions Autres (Versement ARE, Régularisations diverses…) : +40 000€

Mouvements de personnels :

- **3 départs à la retraite** sont à ce jour actés pour l'année 2025, représentant une masse salariale estimée de 60 000 €.

- **5 contrats d'apprentissage et contrats aidés** prendront fin en 2025, représentant un gain de masse salariale estimé de 9 410 € pour 2 contrats d'apprentissage. Les 3 contrats aidés se terminant au 31/12/2025, ils ne dégageront pas d'économie de masse salariale.

- Les autres fins de contrats ne peuvent pas être estimées du fait de leur possible reconduction.

Au niveau de l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs, la collectivité est soucieuse de la maîtrise de la masse salariale. Ainsi à chaque départ d'un agent de la collectivité, une analyse continuera d'être menée sur le poste vacant pour déterminer l'opportunité d'un nouveau recrutement ou d'un redéploiement interne.
L'opportunité de renouveler une fin de contrat devra être motivée par le responsable du service.

IV – Les orientations budgétaires 2025

La municipalité œuvre pour faire de la Ville de Firminy un modèle de développement économique et écologique tout en préservant d'une part, la qualité de vie des Appelous et en maîtrisant d'autre part, les finances publiques locales dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint pour les collectivités territoriales avec notamment les nombreux impacts des multiples crises économique, énergétique et climatique.

PROJET

Malgré les différentes crises (sanitaires, énergétiques, climatiques, économiques…) et dans un contexte de plus en plus instable rendent les prévisions budgétaires difficiles et incertaines pour l'ensemble des collectivités territoriales.
La Ville de Firminy fait le choix d'un budget 2024 prudentiel, de solidarité et d'efforts partagés par l'ensemble des partenaires et des acteurs locaux pour une gestion responsable.
Ainsi, dans le cadre du DOB, les grandes lignes budgétaires sont définies et s'inscrivent dans le cadre du plan de mandat municipal qui repose notamment sur trois défis et six orientations stratégiques contribuant au développement et l'attractivité de la Commune.

Les trois défis du plan de mandat :

1. **Développement Durable et Transition écologique :**

Intégrer le développement durable de manière transversale dans toutes les politiques publiques locales : maîtrise de la consommation d'énergie, sensibilisation sur le gaspillage

2. **Finances et Fiscalité :**

Maîtrise de la fiscalité, pas de hausse des impôts locaux et gestion rigoureuse de la dépense publique en mobilisant le maximum de subventions publiques, recherche permanente d'économies dans les charges de fonctionnement.
Chaque euro dépensé doit être un euro utile aux Appelouses et Appelous.

3. **Métropole de Saint-Etienne**

Assumer pleinement notre responsabilité en tant que 3ème Ville de la Métropole de Saint-Etienne et mobiliser toutes les sources de financement pour l'accompagnement des projets de la Ville et notamment :

- Le plan de relance,
- La nouvelle géographie prioritaire du contrat de ville avec le classement de 2 quartiers en Q.P.V.,
- Le fonds vert,
- Le dispositif de compostage,
- Les aménagements et réfection de voirie,
- Les divers travaux du réseau de distribution d'eau potable,
- Le PAET,
- Le PPAGOSE
- Le plan vélo….

A – La section de fonctionnement

- ***Recettes de fonctionnement***

Hors revalorisation des bases fiscales qui devraient avoisiner les 1,7% (inflation au 01/11/2024), les recettes de fonctionnement (dotations, subventions et participation…) devraient être stables pour 2025 par rapport au budget 2024.

L'attribution de compensation en fonctionnement versée par Saint-Etienne Métropole devrait rester à la même hauteur qu'en 2024 puisque les transferts de compétences se sont stabilisés et le pacte financier métropolitain 2022-2026 reste le document de synthèse régissant les flux financiers entre EPCI et Commune.

La politique fiscale sera stable pour les habitants afin de ne pas affecter leur pouvoir d'achat avec un maintien des taux d'imposition.

PROJET

- ***Dépenses de fonctionnement***

L'augmentation des deux précédents exercices quant à la crise économique mondiale a conduit à repenser les politiques publiques et les dispositifs contractuels afin d'adapter les réponses et les moyens.

Les autres dépenses dites compressibles ont été réduites globalement en veillant particulièrement à des efforts de gestion et au maintien du niveau de service public rendu.

L'objectif final étant de dégager une épargne nette suffisante permettant à la Ville de Firminy d'investir notamment sur les investissements en matière de maîtrise énergétique (plan leds, mise en place d'une gestion centralisée des chauffages : GTC) permettant de diminuer les consommations et ainsi compenser pour partie ces hausses.

Toutefois, une démarche de réduction des dépenses notamment de fonctionnement a été lancée depuis 2023 afin de pouvoir continuer à honorer les dépenses de manière équilibrée et saine.

Une gestion des demandes de subvention en fonction du besoin de l'association pour mener à bien ses projets pour l'exercice et non plus vers une reconduction systématique des montants.

B – La section d'investissement

- ***Dépenses d'équipement***

La Ville de Firminy inscrit dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement (PPI) qui a pour objectif de traduire la volonté politique des élus en matière d'investissement au titre du plan de mandat décliné en six orientations sur une période donnée et de garantir qu'elle est compatible avec le maintien des grands équilibres financiers :
Rappel des six orientations stratégiques du plan de mandat :

- Revaloriser notre cadre de vie à travers une politique urbaine et de développement durable,
- Relancer l'investissement public. Favoriser l'activité économique et l'emploi local,
- Lutter contre toutes les formes d'insécurité et d'incivilités,
- Promouvoir le lien social, le faire-ensemble et le service de proximité à la population,
- Redynamiser et animer nos quartiers,
- Restaurer le respect, la confiance, l'écoute, le dialogue et redonner une dignité à la Ville de Firminy

Ce PPI sera constitué de deux parties :

- PPI projet : il s'agit des opérations d'investissements importantes, individualisables et non récurrentes.
- PPI annuel : il s'agit des dépenses d'investissements récurrentes servant au maintien du patrimoine de la Commune.

PROJET

❖ **Des opérations en cours de réalisation :**

- Poursuite du travail partenarial porté par Saint-Etienne Métropole sur l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).
- En matière d'habitat et de logement du parc privé : Poursuite du dispositif de l'OPAH RU avec un périmètre d'intervention ciblé portant sur des immeubles situés en centre-ville et sa périphérie.
- En matière d'amélioration du cadre de vie : Poursuite des opérations d'aménagement et de requalification du Boulevard de la Corniche sur le quartier de Firminy-Vert et du Boulevard Fayol dont la 3ème tranche d'opération a été lancée fin 2022.
- Poursuite des travaux de voirie, d'aménagement, de végétalisation des voiries et espaces publics en co-maîtrise d''ouvrage avec Saint-Etienne Métropole.
- Le développement et le renforcement de l'offre commerciale avec le soutien à l'installation sur la commune de nouvelles enseignes contribuant à l'attractivité et au dynamisme économique local.
- L'aménagement et la requalification du parc des Bruneaux avec la création d'aires de jeux faisant un véritable espace et lieu de loisirs, de détente, de convivialité pour les Appelous.

❖ **Des nouvelles opérations :**

- En matière d'équipements sportifs : les travaux d'étanchéité du toit de la piscine.
- En matière d'éducation et des affaires scolaires : Aménagement de la cour de l'École du Mas (végétalisation, sanitaire…).
- En matière de rénovation et d'embellissement poursuite des programmes de travaux de réhabilitation, de maintenance et d'entretien des équipements publics…
- L'extension de l'Hôtel de Ville et relocalisation de la médiathèque

Ces projets d'investissement poursuivent l'objectif de répondre aux besoins des Appelous et de favoriser l'activité économique et commerciale locale.

➢ ***Le besoin de financement***

La Ville de Firminy fait apparaître un résultat d'investissement 2024 excédentaire d'environ 566k€ et RAR inclus également excédentaire à hauteur de 766k€.
Toutefois, le résultat antérieur à fin 2023 s'élevant à 1 326,5k€, le solde de clôture d'investissement s'élève à environ 609k€.

Réglementairement, ce solde de clôture RAR inclus déficitaire de 561k€ est prélevé au résultat de clôture excédentaire de fonctionnement de 5 423k€.

Le résultat global de clôture RAR inclus serait donc de l'ordre de 4 862k€ pour les exercices 2025 et suivants.

PROJET